

LA NAISSANCE DU NATIONALISME ARABE

Le nationalisme arabe a son origine dans l'effort entrepris au XIX^e siècle (par des Libanais chrétiens) pour rétablir dans sa pureté et sa dignité la langue arabe. La renaissance (*Nahda*) qui s'ensuivit fut le point de départ d'un mouvement de résistance à la domination ottomane. Ce mouvement était donc opposé dans son principe aux Turcs, et non à l'Occident que ses promoteurs se proposaient au contraire de prendre pour modèle, et dont ils attendaient une aide tant matérielle que morale.

L'entrée en guerre de la Turquie contre les puissances alliées donna en 1917 aux Arabes l'occasion d'un soulèvement armé, qui, conduit par le Chérif Hussein sous l'impulsion du colonel Lawrence avec l'aide de la France et de la Grande-Bretagne, est connu sous le nom de « Révolte Arabe ».

On sait comment ce mouvement ne put atteindre le but qu'il se proposait et qui consistait à créer, sous le sceptre de Hussein, un royaume comprenant toutes les régions arabes encore sous domination ottomane. Celles-ci, réparties en plusieurs pays, ne se virent affranchies de la tutelle de la Porte que pour passer, suivant les cas, sous celle de la France ou de la Grande-Bretagne ; le Hedjaz, berceau de la Révolte Arabe, étant lui-même enlevé aux Chérifs de La Mecque par la dynastie saoudienne wahhabite.

Les pays créés de cette façon évoluèrent différemment suivant qu'ils étaient confiés au mandat britannique ou au mandat français. Les premiers, Iraq et TransJordanie, devinrent des monarchies avec pour souverains les fils du Chérif Hussein — *de la famille hachémite* — qui reprirent à leur compte le programme de création d'une Grande Syrie ; les seconds, Syrie et Liban, devaient devenir deux républiques attachées à la fois à se libérer du mandat français et, de plus en plus, à se défendre contre les visées hachémites.

L'Egypte, de son côté, s'était affranchie beaucoup plus tôt du joug turc, mais pour passer sous le protectorat britannique. Après avoir obtenu son indépendance en 1922, elle s'efforçait de la parachever en obtenant l'évacuation des troupes britanniques, et de récupérer le Soudan qui lui avait appartenu autrefois.

Pourtant l'idéal d'unité qui avait été celui de la révolte arabe était resté après son échec l'idéal commun, l'Egypte y étant cette fois associée ; dans chacun des nouveaux Etats, les partis qui s'étaient créés en vue de participer à la lutte pour les objectifs nationaux immédiats gardaient toujours comme but théorique lointain cet idéal unitaire. Mais cette fois, l'obstacle principal à sa réalisation était non plus les Turcs, mais les Occidentaux ; de la désillusion ressentie par les patriotes arabes était née une méfiance à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne qui ne devait plus disparaître, mais bien plutôt s'accroître et donner naissance à une xénophobie généralisée.

En même temps les Chrétiens qui avaient été les promoteurs de la nahda par un désir d'émulation avec l'Occident (avec lequel ils entretenaient de longue date des relations) devinrent suspects aux yeux des nationalistes arabes : ceux-ci en vinrent à identifier de plus en plus leur lutte contre les puissances protectrices ou mandataires avec une attitude de défense de l'Islam contre le prosélytisme chrétien, ou ce qu'ils se plurent à appeler le matérialisme occidental. L'idéal panislamique, qui reprenait l'essentiel des thèses modernistes prêchées quelques décades auparavant par *Afghani*, *Rachid Rida*, et *Mohammed Abdou*, devait d'ailleurs connaître un renouveau après la première guerre mondiale, avec la création de la *Confrérie musulmane* par le *Cheikh Banna*.

Il apparut bientôt toutefois que les dirigeants des nouveaux Etats arabes étaient portés à se faire les défenseurs des intérêts particuliers de leur propre pays, et, dans les pays monarchiques, de ceux des dynasties. Il en résulta une lutte pour la suprématie entre les divers pays arabes qui ne fit que s'accroître lorsque après la première guerre mondiale, la plupart des Etats arabes du Proche-Orient eurent accédé à des formes d'indépendance plus ou moins complètes ; ainsi la Ligue Arabe, au lieu de réaliser l'union de ses membres, leur servit de champ clos, Saoudiens et Egyptiens s'attachant à faire échec aux ambitions des Hachémites. Le désastre que les pays de la Ligue subirent en Palestine en 1948 sembla à tous les patriotes la conséquence de ces errements et catalysa en quelque sorte le sentiment nationaliste arabe, provoquant une série de bouleversements qui ne semblent pas encore achevés.

A la lumière de son évolution historique, ainsi schématisée, on peut dégager à l'heure actuelle dans le nationalisme arabe les tendances suivantes :

1° Une tendance aconfessionnelle qui, ne faisant aucune distinction ni théorique, ni pratique entre Chrétiens et Musulmans, les appelle à construire une patrie arabe sur les bases d'une tradition purement historique. Héritière dans une certaine mesure de la nahda, elle ne Subsiste plus que dans le parti populaire syrien qui prétend ressusciter l'antique Assyrie sur une aire géographique recouvrant les territoires actuels de l'Iraq, la Syrie, la Jordanie et la Palestine, et de Chypre. Bien qu'ayant à un moment donné rassemblé une clientèle assez étendue, mais surtout constituée de minoritaires — Druzes, Alaouites, Chrétiens — il n'a jamais exercé le plus clair de son influence que grâce à son recours systématique à l'attentat politique. Aujourd'hui presque complètement évincé des autres pays, il a son centre d'activité au Liban.

2° Tout à fait à l'opposé de la première, **une tendance religieuse théocratique** inspirée du renouveau islamique de la fin du xix^e siècle. Dans la mesure où elle est panislamique, cette tendance est non pas nationaliste, mais supra-nationaliste. Pratiquement toutefois elle a revêtu la forme de partis nationalistes religieux dans les différents pays arabes. Le programme commun à ceux-ci est la constitution d'Etats musulmans qui auraient pour mission d'imposer l'application intégrale de la loi du Coran et du Hadith, c'est-à-dire de la charia non seulement aux Musulmans, mais également aux adeptes des autres religions réduits à la condition de protégés (*dhimmi*). Toute distinction entre le social, le politique et le religieux serait appelée à disparaître.

Les seuls pays où cette conception ait pu s'imposer, ou plus exactement ait pu être maintenue, sont l'Arabie Saoudite et le Yémen. En dehors d'eux le mouvement le plus important inspiré par la tendance théocratique a été la confrérie musulmane, qui n'a d'ailleurs jamais pu constituer une force réelle qu'en Egypte.

La Confrérie avait rallié à ses thèses des adhérents venus de tous les milieux, notamment un certain nombre d'intellectuels (professeurs et instituteurs, étudiants, juristes) et d'officiers attirés par son radicalisme (plusieurs des membres de la junte révolutionnaire ont entretenu à un moment donné des rapports avec elle) ; elle recrutait toutefois la majorité de ses membres dans les milieux religieux (Al-Azhar) et populaires (petits boutiquiers, artisans), séduits par sa prétention à tout régler en accord avec la religion à laquelle ils restent attachés.

Cette clientèle en grande partie fruste, avant tout portée aux sentiments primaires et au fanatisme, constitue un courant extrémiste qui reste à ce jour vivace, dont les réactions passionnelles anti-occidentales et xénophobes exercent une influence certaine sur l'opinion, et dont les dirigeants doivent tenir compte.

Toutefois, en tant que forces politiques organisées, les mouvements religieux n'ont cessé de décliner. En Egypte, la confrérie musulmane a été victime d'une épuration sanglante au lendemain de l'attentat commis par un de ses membres contre le colonel *Nasser*.

C'est que, même présenté au prix de grands efforts sous un aspect moderne de « socialisme musulman », la doctrine des Frères Musulmans ou des mouvements similaires ne pouvait manquer de revêtir aux yeux des Arabes plus évolués et des progressistes de toutes tendances une apparence rétrograde. En particulier, elle ne tenait aucun compte des problèmes que poserait, à notre époque, un retour à la législation coranique.

C'est pourquoi de plus en plus une part importante de l'opinion se détourne de la confrérie musulmane et des partis théocratiques.

3° **La tendance qui représente le pur nationalisme arabe**, laïcisante dans une certaine mesure, bien qu'attachée sentimentalement à l'Islam, et prêtant une importance particulière aux problèmes sociaux, n'a donc cessé de prendre une place prépondérante sur la scène politique du Proche-Orient.

Cette tendance s'est d'abord incarnée dans les partis politiques (Wafd égyptien, bloc national syrien, etc.) fondés au lendemain de la première guerre mondiale, à la faveur de la constitution de pays arabes distincts. Ces partis conservaient, on l'a vu, une fidélité théorique à l'idéal unitaire. Toutefois quand ils ont accédé au pouvoir, ils se sont faits les instruments d'une politique étroitement nationale — rendue responsable de l'échec de Palestine — et socialement réactionnaire, qui a déçu le désir de justice qui se faisait jour dans les masses. En outre les résultats qu'ils ont atteints, sur la voie de l'affranchissement à l'égard de l'étranger, n'ont pu l'être sans concessions à l'égard des puissances occupantes, ce qui est reproché comme une trahison. Les efforts qu'ils ont faits pour reconquérir leur popularité, en se livrant à une surenchère chauvine et xénophobe ont encore accentué les progrès de leurs ennemis et précipité leur décadence.

Ces partis se voient donc aujourd'hui supplantés, voire éliminés brutalement, par les mouvements nationalistes pour la plupart extrémistes dont les idéaux de rénovation sociale et d'unité arabe ne s'accommodent d'aucune compromission : hostiles aux anciennes formations politiques, dont ils dénoncent la corruption, ainsi qu'aux dynasties qui représentent à leur yeux une forme de gouvernement désuète, répudiant la théocratie des Frères Musulmans par souci d'adaptation au monde moderne, ceux-ci se présentent pour la plupart sous une forme socialiste et dans une certaine mesure laïque. L'Islam, lié dans leur esprit à la grandeur arabe passée, reste toutefois une de leurs sources d'inspiration et contribue, avec la haine des impérialismes d'Occident, à nourrir chez eux un courant xénophobe.

Bien qu'ils ne disposent pas d'une idéologie bien définie, leur programme commun peut se résumer en la constitution d'une communauté, affranchie de tous liens de subordination à l'étranger et débarrassée de toutes les féodalités terriennes ou économiques qui oppriment encore le peuple, où seraient rassemblés tous les pays de langue arabe, de l'Atlantique au golfe Persique.

Longtemps condamnés à l'opposition et pourchassés par les autorités, ce sont ces mouvements qui ont en Egypte préparé les voies à la dictature et opéré récemment la transformation du régime syrien (le principal artisan de celle-ci a été en effet le parti socialiste de renaissance (*Baath*) arabe, dont l'influence s'exerce également dans les pays voisins, particulièrement en Jordanie).

Si l'Egypte fait actuellement figure de leader du monde arabe, c'est que le régime instauré en Egypte par le coup d'Etat a su le mieux saisir les aspirations confuses du nationalisme arabe, et les traduire dans sa politique. Son intransigeance à l'égard de l'Occident, dont elle liquide successivement les positions traditionnelles sur son sol, et avec lequel elle refuse de se reconnaître une solidarité formelle dans la résistance au communisme; la révolution sociale qu'elle a entreprise au détriment des grands propriétaires ; son appel à la grandeur arabe enfin et sa prétention à guider les peuples d'Afrique vers l'émancipation, qui flattent l'amour-propre des pays proche orientaux si longtemps blessé. Autant de prises de position qui correspondent aux désirs profonds de l'opinion et confèrent un prestige considérable au *Nasser*.

Mais en fait, bien que se donnant l'apparence de conduire le courant, les dirigeants égyptiens doivent parfois faire effort pour le suivre. Ils sont par là, comme leurs

prédécesseurs, condamnés à une démagogie constante et conduits à prendre à l'occasion des décisions aventurées.

L'adhésion aux idéaux de la révolution égyptienne a d'autre part de plus en plus pour mobile déterminant l'aspiration à une émancipation sociale, et le régime doit se garder d'être dépassé par l'opposition de gauche. Le prolétariat égyptien, imprudemment éveillé à la conscience, et sous l'action des militants syndicalistes ou des agents communistes, se montre parfois rétif.

Mais il est de plus en plus difficile aux dirigeants des autres pays arabes de contrebattre les progrès de la propagande du Caire, d'ailleurs servie par des moyens puissants. La difficulté où ils se trouvent de faire rapidement la preuve — s'ils en ont les moyens potentiels — que les liens qu'ils entretiennent avec l'Occident ne les empêchent pas d'améliorer le niveau de vie de la population, prive de la plus grande partie de son efficacité leur contre-propagande et leur impose d'user de moyens dictatoriaux pour préserver leur autorité.

Ainsi, quelles que soient les réalisations actuelles de l'Iraq, la compromission avec l'Occident dont ses gouvernants sont coupables aux yeux de l'opinion arabe joue contre eux ; ils se trouvent engagés dans une véritable course de vitesse, leur salut dépendant de la rapidité avec laquelle ils assureront le mieux-être de leur peuple.

En Jordanie déjà, la poussée socialiste pronassérienne a réduit le gouvernement aux abois et les rigueurs d'un implacable régime policier assurent seules le maintien des institutions. C'est dans des pays arriérés tels que la Libye, où l'opinion publique n'est pas encore organisée, ou l'Arabie Saoudite, en partie préservée jusqu'à présent par son système social archaïque à base tribale de la contamination des idées modernes, que le choc de l'idéologie du Caire est le mieux soutenu.